



Lettre du castor

N° 72

MARDIÉVAL *biodiversité* <http://mardieval-biodiversite.over-blog.com>

Août 2012

NON, GAGNER N'EST PAS VAINCRE
C'EST CONVAINCRE



(OU PAS...)

Convaincre, rechercher et trouver le consensus collectif intelligent : cela reste pour nous la voie prioritaire pour concilier aménagements utiles et respect de la nature. Décrypter, communiquer, argumenter ; obtenir des moratoires sur des projets hâtifs, mal étudiés ou devenus inutiles ; négocier compromis et compensations en vue de "limiter les dégats", dans le cas où l'utilité publique est avérée.

Internet et les réseaux sociaux rendent possible la démocratie participative : ils permettent la communication "horizontale" comme l'instantanéité, et démultiplient les capacités d'expression et de mobilisation. Mais cela remet en question la "toute puissance" que les élus tenaient de leur mandat électoral pendant la durée de celui-ci : sont-ils prêts à y renoncer pour de réelles concertations ???

Ceci dit, peut-on discuter avec tous ? Doit-on se plier à des consensus sur des enjeux déterminants ? Les États étant affaiblis et les élus décrédibilisés, les véritables puissances auxquelles les défenseurs de la vie doivent se confronter sont souvent financières, économiques, voire mafieuses : elles n'ont ni morale, ni éthique ; elles mentent, trichent, dissimulent, écrasent et tuent... pour se gaver de dollars.

La génération montante sera-t-elle aussi... patiente, tolérante, (molle) que la nôtre ? L'urgence écologique n'étant pas assez prise au sérieux, les engagements indispensables dans l'immédiat étant toujours reportés, des situations vont devenir cruciales : certains seront alors tentés par des actions radicales, et, qui sait, on pourrait voir se multiplier migrations et conflits à raison environnementale.

GAGNER, C'EST CONVAINCRE – Page 2

CONTRE LES AGISSEMENTS SCANDALEUX, **LES LANCEURS D'ALERTE** – Page 3

"FAITES CE QUE JE DIS, PAS CE QUE JE FAIS !" – Page 4

GAGNER, C'EST CONVAINCRE

Dialoguer, convaincre pour obtenir un consensus collectif intelligent, apportant un maximum de satisfaction à tous : une bonne pratique rare, mais qui devrait, en période de crise économique et écologique, être instituée en règle absolue pour tout investissement public.

Mais pour dialoguer, il faut être au moins deux. C'est à tort que beaucoup d'élus se méfient de la transparence et réduisent les concertations au minimum légal, ou à moins encore. Disqualifier les opposants et en appeler à une "majorité silencieuse", c'est bétonner soi-même un mur contre lequel le projet va se fracasser. La culture des associations dites "de défense" est elle aussi, assez souvent, une culture du refus ; et, faute de moyens, stratégies et actions militantes ne sont pas toujours adossées à des argumentaires rationnels qui pourraient être compris par les médias et par le grand public.

Pour convaincre, il faut respecter la vérité, s'interdire de "tordre" les réalités pour justifier des choix (ou des refus) préalables : l'insincérité condamne le débat. Les concertations devraient (ou plutôt doivent, selon la Loi Bouchardeau et surtout depuis la Convention d'Aarhus) commencer très en amont par l'énoncé des besoins ou des problèmes à résoudre ; et donc avant que les solutions soient choisies. Les débats doivent à ce stade laisser toute leur place à des solutions alternatives qui peuvent s'écarter radicalement des réponses "habituelles", "normales". L'innovation est motivante, l'imagination peut reprendre le pouvoir.

Pour gagner, il faut sensibiliser le public : mettre l'information sur la table ; poser toutes les questions, même quand elles dérangent ; décrypter les justifications biaisées, montrer du doigt les intérêts privés, voire les abus des lobbies. Pour les environnementalistes, il est nécessaire de faire connaître la qualité des milieux que l'on défend, et d'associer les concitoyens à une valorisation des patrimoines reconnus et prioritaires. Les associations gagnent avant tout leur légitimité sur le travail de fond collaboratif et sur le terrain, puis par une communication convaincante.

Souvent, hélas, les citoyens ne s'engagent pas assez en amont. Et, quand ils le font, on leur refuse encore d'agir assez tôt sur le plan judiciaire, malgré la Convention d'Aarhus. Les maîtres d'ouvrage n'ont pourtant rien à gagner à s'arranger avec les lois, à imposer le silence : tricheries et contre-vérités sont des casseroles dont ils ne pourront plus se défaire. S'ils arrivent malgré tout à "sortir le projet", ils subiront légitimement l'opprobre qui frappe les GPII (dont nous avons parlé dans le N° précédent), ces "éléphants blancs" excessivement coûteux pour des usages insatisfaisants.

Internet et les réseaux sociaux appellent la démocratie participative. Rien ne sera plus comme "avant", car tout devient accessible : informations, documentations techniques et juridiques, décisions administratives, compte-rendus de réunions ou de sessions d'assemblées locales... Tout peut s'afficher et se diffuser sans délai, on peut consulter des experts. Les réseaux sociaux démultiplient les capacités d'expression et de mobilisation. Mais le grand nombre n'étant pas propice à l'unanimité ou même au consensus, la capacité à convaincre en interne devient elle aussi essentielle : ce sont souvent les divisions des opposants qui laissent le champ libre aux puissants !

Le Grenelle de l'environnement a été un grand moment de concertation... Le consensus final n'était pas idéal pour les écologistes, mais il permettait d'inscrire dans les lois de nombreuses avancées, ou au moins d'espérer des déblocages face à des pouvoirs locaux généralement fermés à la culture de l'environnement. Ce sont les trahisons ultérieures qui ont parfois donné raison *a posteriori* aux militants du "Contre-Grenelle". Plus généralement, ce sont les pouvoirs frileux ou cyniques qui, *in fine*, donnent raison aux adeptes du refus radical, suscitent des indignés, fabriquent les irréductibles.

Le nucléaire a toujours été maintenu strictement en dehors du débat public. C'est une des raisons de sa dangerosité, à la fois physique et morale. Physique car on escamote les incidents graves... sans pouvoir empêcher les catastrophes. Morale car elle instaure une dictature des "sachants" aux antipodes de la démocratie participative à laquelle nous aspirons. Voilà l'exemple absolu d'une impasse...

LES RÉSEAUX D'ONG ENVIRONNEMENTALES ET LES ÉCOLOGISTES TRAVAILLENT EN PERMANENCE À LA SENSIBILISATION DU PUBLIC, ET RELAIENT S'IL Y A LIEU LES VOLONTÉS CITOYENNES AUX NIVEAUX INSTITUTIONNELS ET POLITIQUES

Notre fédération **Nature Centre** et ses associations locales (<http://www.naturecentre.org/reseau-associations.html>) proposent des sorties sur le terrain, tiennent à jour des inventaires, suivent des espèces... Et mènent des luttes courageuses contre des projets inappropriés, destructeurs et inutilement coûteux.

Deux élus **EELV** au CG45 (au sein du groupe P.S./Verts) résistent aux politiques surannées de l'exécutif UMP et y défendent l'écologie. Douze élus **EELV** agissent au Conseil Régional, dont quatre sont vice-présidents.



Interpol demande l'arrestation de l'écologiste Paul Watson, enfui d'Allemagne

08/08/2012 - 10:07 am LYON - (AFP)

<http://tinyurl.com/cbnzuoj>

Interpol demande l'arrestation de l'écologiste canadien Paul Watson, enfui d'Allemagne, relayant un mandat d'arrêt du Costa Rica, où le fondateur de l'organisation Sea Sheperd est accusé d'avoir mis en danger un équipage lors d'une opération contre la chasse aux requins en 2002. (...)

Réputée pour ses coups de force contre des bateaux de pêcheurs, Sea Shepherd ("Berger de la mer") est une organisation non gouvernementale consacrée à la protection des océans. (...)

Etats-Unis : des espèces de requins menacées au menu de certains restaurants

<http://tinyurl.com/8fautev>

09/08/20 - 12 3:15 pm - WASHINGTON - (AFP)

Des espèces de requins menacées sont pourtant utilisées dans certains restaurants américains qui proposent de la soupe d'ailerons, un délice de la cuisine chinoise, selon une étude sans précédent effectuée par le biais d'échantillons ADN publiée mercredi.

Pas moins de 33 espèces de requins ont été identifiées dans les échantillons collectés dans des restaurants de 14 villes et analysés à l'Institut universitaire et scientifique Stony Brook pour la conservation de l'océan, à New York. (...)



On les appelle "lanceurs d'alertes". Leur point commun : prendre la parole quand les autres se taisent. Des hommes et des femmes qui prennent un jour le risque de sacrifier leur carrière, leur confort, leur vie privée, pour dénoncer ce qui leur semble injuste, insupportable. Et qui en subissent les conséquences.

CONTRE LES AGISSEMENTS SCANDALEUX, LES LANCEURS D'ALERTE

Les drames humains, les scandales sociaux et les systèmes oppressifs sont innombrables sur la planète. Même si nous avons peu de prise sur eux, nos engagements politiques, ou simplement humanistes, doivent être tournés prioritairement vers la solidarité avec les faibles, les minorités, les menacés.

La terre sauvage, elle aussi, est meurtrie et menacée par trop de cupidité humaine. Le monde animal n'a pas d'armes pour se défendre, les espèces sont impuissantes à préserver leurs territoires des pillards de ressources, modestes comme surpuissants. Or si la nature meurt, si l'environnement se désagrège, si les océans deviennent des poubelles stériles, l'humanité ne survivra pas.

Certains ont donc choisi de s'engager prioritairement dans la **défense du monde animal** : prévenir la disparition des espèces ; imposer en tout le respect de la vie et de la dignité animale ; proscrire la consommation animale. Et même refuser toute utilisation humaine des animaux ou de leurs produits : utopie respectable, même si plus qu'irréaliste. La prédation est constitutive de la nature, et la domestication, inscrite dans l'histoire du monde, paraît ancrée dans nos pratiques pour longtemps...

Des **irréductibles** déclarent la guerre à ceux qui, cyniquement, détruisent des espèces en prélevant la ressource avec cruauté pour des utilisations indignes. L'exemple de Paul Watson évoqué ici est symptomatique : les pêcheurs d'ailerons de requins, souvent liés aux mafias asiatiques, sont "couverts" par des gouvernements qui cherchent à emprisonner pour le neutraliser l'audacieux "lanceur d'alerte". Et l'on découvre soudain que notre société "morale" est une des "bénéficiaires" de ces crimes, qu'elle est complice plus ou moins consciente de ces agissements insupportables !

Il est bien évident qu'à ce niveau de délinquance, la concertation est hors de propos : l'**action radicale** médiatisée devient le premier stade nécessaire d'une prise de conscience des opinions publiques, forçant ensuite les gouvernants à réagir. Le "**rapport de forces**" est la plupart du temps indispensable pour "sortir" des affaires, ou mettre en lumière les "petits arrangements entre amis" qui permettent les abus : pour être pris au sérieux, il doit précéder toute négociation avec les pouvoirs publics.

La prise de conscience des dérives environnementales et de la gravité des menaces qui en découlent n'est ni ancienne, ni générale. Mais la croissance exponentielle des drames et de leurs victimes va multiplier et radicaliser les confrontations entre les résistants et ceux qui voudraient détruire ou tuer au nom de la tradition ou pour les profits à court terme.

Sage exhortation de notre vieux La Fontaine : ne tuons pas nos poules, surtout celles aux oeufs d'or!

PPP DOLIGÉ EST-IL UN HOMME DE CONCERTATION ? "FAITES CE QUE JE DIS, PAS CE QUE JE FAIS !"

**Si Eric Doligé était finalement un concertant méconnu (mais déconcertant), ça serait connu !
Après Baule/Meung et Mardié/Jargeau, il organise son grand "show" à Sully-sur-Loire**

Au début des années 2000, à la demande du Préfet, le CG45 avait bien organisé une grande et sérieuse concertation sur le projet de la déviation de la RD 921, avec groupes de travail, rapports, synthèses... Pour bien sûr aboutir à la confirmation du tracé décidé depuis le début ! Puis les années s'étaient écoulées sous les ponts sans le moindre débat autour du projet - si l'on excepte les affrontements de points de vue dans la presse.

La concertation légale est en principe continue... Mais on ne se réveilla qu'en 2010 pour une "concertation" sur le pont de Baule. Les "grand-messes" montrèrent plus d'oppositions que d'attentes du public, et sur les registres, l'association Mauves Vivantes ne décompta que 5% d'avis favorables pour 75% défavorables. Pour autant, un abandon du projet, ou même sa modification en profondeur ne furent jamais envisagés.

Pas mieux en 2011 où les opposants au pont de Mardié venaient pour autant avec de nombreuses propositions alternatives : le débat était soigneusement "bordé", et son objet limité à une question tranchée d'avance, celle du passage de la déviation sur Darvoy. Néanmoins, toutes les questions embarrassantes furent posées, tous les mensonges dénoncés, et si à Mardié il y eut 100% d'interventions hostiles aux registres, sur l'ensemble des communes, seules 40 interventions étaient favorables contre 400 opposées au projet.

Bref, la grande "Majorité silencieuse" était restée muette, sans doute persuadée que les nouvelles promesses d'ED seraient un jour réalisées, à la différence de ses promesses passées.



Ces deux expériences le prouvent : ce n'est pas de la concertation, ce n'est que de la COM !

La "concertation" est annoncée à Sully pour le 15 novembre. Le scénario va être le même. Alors l'Alliance Val de Loire viendra en appui des militants locaux pour apporter la contradiction à des argumentaires connus... et fallacieux : une déviation soulage peu, et attire beaucoup ; et, ici, l'alternative ferroviaire a été massacrée.

Un projet doligéen "indispensable" est... tout sauf indispensable ! La preuve ci-dessous :

L'A19, UNE AUTOROUTE LOIN D'ÊTRE SATURÉE PAR SES USAGERS



L'ACTU PRÈS DE CHEZ VOUS

Emission du mercredi 8 août 2012

Par Eric Moine, rédacteur en chef de L'Echo Républicain

L'A19, autoroute entre Sens, dans l'Yonne, et Artenay, dans le Loiret, a été construite dans le cadre d'un grand plan de contournement de Paris, après 21 ans de réflexion.

Pourtant, aujourd'hui, **le trafic moyen est de 7 700 usagers par jour**, bien loin des prévisions. Il faut dire que l'A19 fait partie des axes les plus chers de France.

<http://www.franceinter.fr/emission-l-actu-pres-de-chez-vous-l-a19-une-autoroute-loin-d-etre-saturee-par-ses-usagers>

L'A19 est un cas typique de Grands Projets Inutiles et Imposés (GPI I), dans lequel Eric Doligé s'est fourvoyé sans écouter personne. Or les associations et de nombreux acteurs préconisaient le doublement de la N60 sur place, moins destructeur de l'environnement et beaucoup plus rationnel sur le plan économique. Au moins, la N60 figure sur les G.P.S., elle : les Allemands continuent à l'emprunter !

Et comme ED ne tire aucune leçon de ses échecs, il s'apprête à récidiver en soutenant le doublement de la N 154 par une autoroute... vide !

